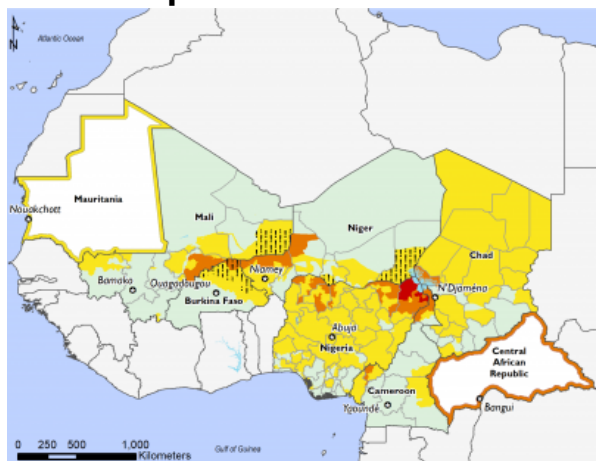


Afrique de l'Ouest

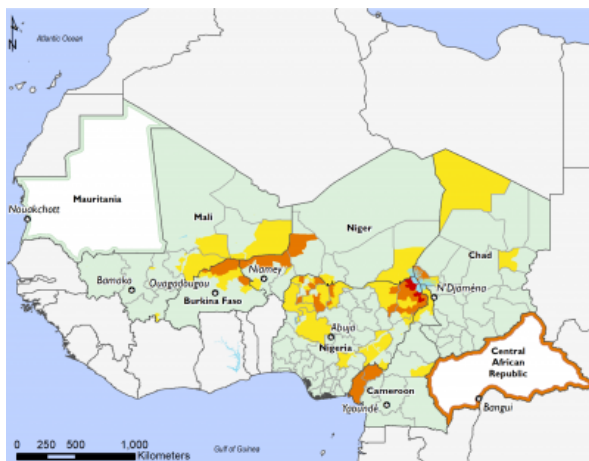
Key Message Update

Persistance des niveaux d'insécurité élevés dans les zones de conflits

Juin - Septembre 2021



Octobre 2021 - Janvier 2022



IPC v3.0 Phase d'Insécurité Alimentaire Aiguë

Pays de présence:

- 1: Minimale
- 2: Stress
- 3: Crise
- 4: Urgence
- 5: Famine

Pays suivis à distance:

- 1: Minimale
- 2: Stress
- 3+: Crise ou pire

! *Serait probablement pire, au moins une phase, sans l'assistance humanitaire en cours ou programmée*

Concentration de personnes déplacées – passez le curseur au-dessus de la carte pour voir la classification de la sécurité alimentaire des camps de déplacés au Nigéria.

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

Juillet 2021

Messages clés:

La zone du golfe de Guinée et celle soudano-guinéenne sont restées bien arrosées en juillet tout comme en juin. Dans la zone sahélienne, les pluies modérées à fortes qui ont intéressé le Burkina Faso, l'ouest du Mali et le sud du Tchad en juin ont gagné en juillet le reste de la zone sahélienne mais avec des intensités modérées à faibles. On assiste en général à la poursuite des semis, une levée, voire le tallage des céréales en zone sahélienne avec toutefois des poches de retards de semis allant d'une à trois décades. Ces retards pour l'instant ne sont pas préjudiciables au bon déroulement de la saison au regard des prévisions saisonnières favorables. La disponibilité des eaux de surface et l'émergence de la végétation soutiennent l'alimentation du bétail.

La persistance de l'insécurité et les conflits armés continuent d'entraîner de mouvements massifs de population dans la région avec un accroissement de l'abandon des champs pour raison sécuritaire. A la date du 25 juin 2021, 1 896 332 personnes déplacées sont enregistrées dans le Sahel central et le Liptako-Gourma, dont 65 pour cent au Burkina Faso, et 5 245 953 personnes déplacées dans le bassin du lac Tchad au 21 mai 2021, dont 75 pour cent au Nigeria (IOM). Les moyens d'existence, les activités en lien avec les marchés, le commerce, les mouvements de transhumance ainsi que l'accès aux services sociaux de base pour la plupart de ces déplacés sont fortement perturbés. Le fonctionnement et l'accès aux marchés restent entravés par la poursuite de l'insécurité et des conflits dans le bassin du Grand Lac Tchad, la région du Liptako-Gourma, le nord-ouest et le centre-nord du Nigeria, la région du Tibesti et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Les approvisionnements ont continué de baisser de façon saisonnière sur les marchés et ont été inférieurs à la moyenne dans plusieurs pays. Les flux commerciaux restent affectés par les restrictions persistantes aux frontières liées au COVID-19 et dans certaines zones du fait de l'insécurité. La demande a continué d'augmenter et a été supérieure à la moyenne dans plusieurs pays en raison d'une reconstitution des stocks plus importante, d'une période d'achat institutionnel plus longue et d'importants flux sortants vers le bassin oriental pour lesquels certains Etats viennent d'interdire la sortie des céréales, tels que le Burkina Faso et le Benin. Les prix étaient généralement supérieurs à la moyenne dans la région, en particulier au Nigeria. Une demande industrielle atypique face à une offre inférieure à la moyenne a encore fait grimper les prix du maïs. Les approvisionnements régionaux seront suffisants tout au long de l'année, mais les prix seront supérieurs à la moyenne dans la plupart des régions. Les prix des petits ruminants ont connu une hausse dans plusieurs marchés sahéliens avec l'augmentation de la demande pour la fête de Tabaski en juillet. Ceux des bovins demeureront en baisse surtout au Tchad et au Niger du fait des exportations limitées vers le Nigeria en raison de la dépréciation du naira, de l'insécurité le long des couloirs commerciaux et des restrictions persistantes du COVID-19.

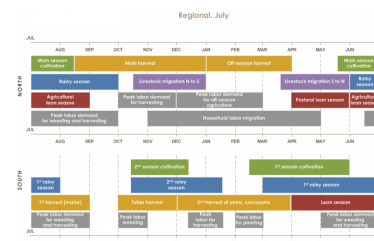
La majorité des zones restera en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) jusqu'en janvier 2022 et Stress (Phase 2 de l'IPC) pour certaines y compris de nombreux ménages urbains pauvres qui peinent à recouvrer les niveaux de revenus habituels et du pouvoir d'achat réduit. Dans les zones affectées par l'insécurité civile comme dans le nord de la région du Centre-nord, les provinces du Soum, Séno, Yagha, Komondjari, Lorum et Yatenga au Burkina Faso, dans la région de Diffa et l'extrême sud de la région de Maradi au Niger et le Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) demeurera jusqu'en septembre 2021 au Burkina Faso et en janvier 2022 au Niger grâce aux assistances alimentaires.

La Crise ! (Phase 3 ! de l'IPC) qui prévaut actuellement dans la province de l'Oudalan au Burkina Faso persistera jusqu'en septembre avant d'évoluer en Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir d'octobre avec les récoltes. La Crise (Phase 3 de l'IPC) qui prévaut actuellement dans le Nord de la région de Tillabéry et l'Est de la région de Tahoua au Niger, la région du Lac au Tchad, dans le nord-ouest et le nord-est du Nigeria, dans une partie du Nord-ouest et Sud-ouest du Cameroun et en Centrafrique du fait de la persistance des conflits, persistera jusqu'en janvier 2022 et gagnera à partir d'octobre d'autres provinces au Burkina Faso dont le Soum, le Yagha et le nord du Lorum. Dans l'Est de Mopti au Mali et l'Extrême Nord du Cameroun également affectés par les conflits et des faibles productions, la Crise (Phase 3 de l'IPC) qui y a cours jusqu'en septembre pourrait connaître une légère amélioration en octobre avec les nouvelles récoltes, mettant les ménages en Stress (Phase 2 de l'IPC). Au Nigeria, l'insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) qui a cours jusqu'en septembre dans les zones le plus affectés par le conflit dans l'Etat de Borno persistera jusqu'en janvier 2022. Dans ce pays, les conditions de sécurité alimentaire restent préoccupantes pour les PDI aussi bien dans le nord-est que dans le nord-ouest où l'accès à la nourriture et aux revenus est très limité, en plus d'un accès humanitaire réduit.

PERSPECTIVES PAR PAYS

Burkina Faso

- Bien que les conditions pluviométriques attendues restent favorables au développement des cultures, l'insécurité continuera de perturber les activités agricoles et entraînera des baisses de productions agricoles par rapport à la moyenne avant la crise, en particulier dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre-Nord.
- Les flux sortants de céréales plus importants vers les pays voisins et la baisse des importations, exerceront une pression sur les marchés de façon générale et les prix des denrées de base pourraient demeurer au-dessus de la moyenne saisonnière entre juin 2021 et janvier 2022.
- L'accès généralisé aux nouvelles récoltes à partir d'octobre contribuera à maintenir une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) pour la plupart des ménages jusqu'en janvier 2022. Par contre, dans les zones plus touchées par l'insécurité et de forte présence de PDI, l'assistance alimentaire planifiée pour la soudure contribuera à maintenir une situation de Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) dans les provinces du Sanmatenga, Loroum, Soum, Séno et Yagha jusqu'en septembre.
- Dans la province de l'Oudalan, où les PDI et ménages hôtes sont plus confrontés à l'érosion de leurs avoirs, l'augmentation des pratiques de mendicité et de restriction alimentaire exposent ces derniers à l'insécurité alimentaire aigue Crise ! (Phase 3 ! de l'IPC) entre juin et septembre. Malgré les récoltes et la hausse d'opportunités de revenus à partir d'octobre, des déficits importants de protections des moyens d'existence et des restrictions alimentaires seront observées. La situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) pourrait persister jusqu'en janvier 2022.



SEASONAL CALENDAR IN A TYPICAL YEAR

Source: FEWS NET

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Burkina Faso de juin 2021 à janvier 2022

Cameroun

- La récolte sèche qui débute en juillet devrait améliorer les conditions de la sécurité alimentaire des ménages pauvres du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Malgré une production anticipée inférieure à la moyenne, les ménages consommeront leur propre production et une augmentation saisonnière des ventes de récoltes améliorera les revenus. Les résultats de la sécurité alimentaire devraient s'améliorer au niveau Stress (Phase 2 de l'IPC), sauf dans les départements les plus touchés par le conflit où la production et l'accès à l'aide alimentaire restent très faibles. Les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) commenceront probablement à apparaître en octobre, car l'épuisement prématuré des stocks alimentaires commencera à faire grimper les prix des produits de base.
- Les mesures de prévention du COVID-19 continuent de limiter les opportunités de revenus quotidiens pour les ménages urbains pauvres. Les perturbations de l'approvisionnement liées au COVID-19 maintiennent les prix des principaux produits de base au-dessus de la moyenne. Des campagnes de vaccination contre le COVID-19 sont en cours dans tout le pays, mais l'impact de la pandémie devrait se poursuivre jusqu'en 2021 et 2022.
- Dans les départements les plus touchés par les activités des insurgés dans l'Extrême-Nord, des cheptels inférieurs à la moyenne réduisent les revenus de la vente de bétail et la production 2020/21 localisée inférieure à la moyenne maintient les prix des aliments de base au-dessus de la moyenne. Afin de répondre à leurs besoins alimentaires, les ménages du Mayo Sava, du Mayo Tsanaga et du Logone et Chari empruntent de plus en plus, réduisent la taille et la fréquence des repas, achètent des aliments de substitution moins chers et vendent du charbon de bois et du bois de chauffage, et resteront en insécurité alimentaire de Crise (Phase IPC 3) jusqu'en août.

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Cameroun de juin 2021 à janvier 2022.

Mali

- La nouvelle campagne agricole a démarré dans le pays avec le début des pluies en juin. Les prévisions de pluies normales à excédentaires et les appuis du Gouvernement et des

partenaires augurent une production de céréales globalement moyenne à supérieure à la moyenne. Les prévisions de production en hausse de 10,4 pour cent par rapport à la campagne 2020-2021 et de 18,5 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années (Direction Nationale de l'Agriculture), favoriseront un bon approvisionnement des marchés en céréales.

- L'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires reste satisfaisant dans l'ensemble. Les prix des céréales similaires à légèrement supérieurs à la moyenne de même que les termes de l'échange bétail/céréales moyens à supérieurs à la moyenne sont favorables à un accès des ménages aux aliments.
- L'impact combiné de la crise sécuritaire et de la COVID-19 continue d'affecter négativement les activités économiques du pays même si une amélioration de la situation de la COVID-19 en termes de nouveaux cas positifs et d'assouplissement des mesures barrières est observée. La baisse de revenus qui en résulte rehausse la vulnérabilité des ménages, notamment dans les centres urbains.
- L'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) est en cours se poursuivra jusqu'en septembre pour les ménages pauvres du Liptako Gourma, les ménages pauvres déplacés, et les victimes des inondations de juillet à août 2021, à cause de leur incapacité à satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir aux stratégies d'adaptation négatives. La situation alimentaire s'améliorera à partir d'octobre jusqu'en janvier 2022 grâce à la disponibilité des récoltes et la baisse saisonnière des prix des céréales de base. Ainsi, ces populations se retrouveront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Mali de juin 2021 à janvier 2022.

Niger

- Les marchés sont approvisionnés en denrées alimentaires de base mais à une intensité inférieure à la normale. La hausse des prix sur les principaux marchés, observée depuis octobre 2020 persiste à un niveau actuellement supérieur à la moyenne saisonnière et pourrait continuer avec une plus grande ampleur dans le pic de la période de soudure.
- Les semis sont réalisés dans 26 pour cent des villages agricoles et agropastoraux du pays au 20 juin 2021 contre une moyenne de 64 pour cent des villages. Toutefois, les productions anticipées à partir d'octobre seront moyennes à la faveur d'une cumul pluviométrique moyenne à au-dessus de la moyenne.
- La zone pastorale est dans le pic de la période de soudure mais les anomalies observées actuellement sont globalement comparables à celles d'une situation normale. Toutefois des situations atypiques sont observées dans les zones pastorales affectées par l'insécurité, il s'agit notamment de la réduction de la mobilité des troupeaux, la forte concentration dans les parties sécurisées et les vols d'animaux.
- L'insécurité continue d'entraver le fonctionnement typique des moyens d'existence et des marchés et provoquent une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les zones de Tillabéry et Nord Tahoua où l'espace humanitaire est réduit suite aux mesures sécuritaires et aux menaces d'attaques terroristes. L'insécurité alimentaire de Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) persistera à Diffa et Maradi grâce à l'assistance alimentaire qui sera fourni pendant toute la période de projection.

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Niger de juin 2021 à janvier 2022.

Nigeria

- Les niveaux élevés de conflit dans le nord-est entraînent un engagement limité dans les activités agricoles, une diminution de l'accès humanitaire et des déplacements, de nombreuses populations étant déplacées à plusieurs reprises. Ceci, associé aux prix des denrées alimentaires de base nettement supérieurs à la moyenne, limite le pouvoir d'achat des ménages et l'accès à la nourriture. En conséquence, les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) et d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) sont répandus dans une grande partie du Nord-Est. On s'attend à ce que la récolte améliore quelque peu les résultats dans certaines zones de la région pendant une courte période ; cependant, les résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) devraient persister tout au long de la période du scénario dans les zones difficiles d'accès.

- Un risque de Famine (IPC Phase 5) persiste dans les zones difficiles d'accès du Nord-Est. Bien que ce ne soit pas le scénario le plus probable de FEWS NET, la famine pourrait survenir dans le pire des cas s'il y a une augmentation ou un changement dramatique du conflit qui limite l'accès aux sources de nourriture et de revenus typiques et à l'aide humanitaire pendant une période prolongée. Alors que l'accès humanitaire a diminué ces derniers mois avec l'augmentation des conflits et des déplacements continus, de nombreux ménages dans les zones difficiles d'accès connaissent d'importants déficits de consommation alimentaire indiquant des niveaux élevés de malnutrition aiguë et de surmortalité. Comme ces populations sont confrontées à de graves difficultés pour répondre à leurs besoins alimentaires et ne devraient participer à la saison agricole en cours qu'à des niveaux minimes, le risque de famine persiste jusqu'en janvier 2022 au moins.
- Compte tenu des preuves disponibles, il est probable que certaines populations des zones du Nord-Ouest touchées par le conflit soient en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et en Catastrophe (Phase 5 de l'IPC). Ces zones sont de plus en plus préoccupantes car le conflit perturbe l'engagement des ménages dans les activités de subsistance typiques et les niveaux élevés de déplacement. Selon l'OIM, plus de 690 000 personnes ont été déplacées dans les régions du nord-ouest et du centre-nord du pays. Peu d'acteurs humanitaires interviennent dans cette zone pour apporter l'aide nécessaire à ceux qui font face à des déficits de consommation alimentaire. De plus, en raison des niveaux élevés de déplacement et de la perturbation continue des activités de subsistance, on s'attend à ce que la récolte soit considérablement affectée pour de nombreux ménages, limitant les améliorations saisonnières typiques.
- La saison agricole 2021 est en cours dans tout le pays. Les agriculteurs s'occupent de la préparation des terres et de la plantation dans les régions du nord et du désherbage dans les régions du centre et du sud. Cependant, les coûts élevés des intrants pour des articles tels que les semences améliorées, les herbicides et les engrais, associés à l'insécurité, limitent le niveau de culture, qui à ce jour est inférieur à la moyenne. Les ménages engagés dans la main-d'œuvre agricole gagnent des salaires inférieurs à la moyenne en raison de la concurrence accrue de l'offre excédentaire de main-d'œuvre, ce qui limite les revenus gagnés. Pour les ménages tributaires du marché, cela limite l'accès aux produits alimentaires et non alimentaires.

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Nigeria de juin 2021 à janvier 2022.

Tchad

- La campagne agropastorale a débuté en zone soudanienne grâce aux premières pluies de mi-mai. Cependant, des séquences sèches de 6 à 8 jours créent un stress hydrique sur les cultures issues des premières emblavures. Au Lac, les activités de préparation du sol sur les polders sont observées en perspective des pluies pour effectuer les premiers semis.
- Malgré une relative amélioration du contexte sanitaire liée au COVID-19 avec huit malades en date du 28 juin 2021 sous traitement, les mesures continuent d'affecter les moyens d'existence des ménages très pauvres et pauvres notamment les revenus issus des transferts d'argent et de la migration saisonnière.
- L'approvisionnement des marchés se poursuit à son rythme saisonnier à l'exception des marchés du Sahel Ouest (BEG, Kanem et Lac) du fait des réticences des transporteurs dues aux récentes perturbations sécuritaires dans la zone. La plupart des marchés affichent une tendance de prix inférieure à la moyenne, à cause des faibles revenus des ménages qui limitent la demande, même si ces prix affichent une hausse saisonnière à cause de l'épuisement des stocks.
- La persistance de l'insécurité au Lac continue d'affecter les moyens d'existence des ménages. Suite à l'épuisement des stocks, les ménages très pauvres et certains déplacés ne peuvent couvrir leurs besoins de consommation sans recourir à des stratégies d'adaptation négative et sont en Crise (Phase 3 de l'IPC). Compte tenu des faibles revenus des ménages du BEG, Kanem, Borkou et Tibesti, l'accès alimentaire est imité face à une hausse saisonnière des prix sur certains marchés céréaliers. Ils ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress. Ils sont en Stress (Phase 2, de l'IPC). Les autres provinces sont en insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC).

Pour en savoir plus, voir le rapport des Perspectives de la sécurité alimentaire au Tchad de juin 2021 à janvier 2022.

Mauritanie

- L'approvisionnement des marchés en produits alimentaires continue d'être en baisse en cette période avec une réduction saisonnière des flux en provenance du Mali et du Sénégal vers les marchés de consommation à l'intérieur du pays. Au vu de la détérioration la situation sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 depuis la moitié du mois de mai, il y eu un renforcement des mesures restrictives, notamment la rallonge de la période du couvre-feu. Cela s'est traduit par le ralentissement des flux d'approvisionnement principalement pour les zones agropastorale et pluviale. Par ailleurs, la reprise des activités économiques au niveau de Nouakchott et de Nouadhibou permet de favoriser un niveau acceptable d'offres des produits alimentaires dans les marchés urbains.
- Comme toutes les années, le niveau des ressources pastorales reste insatisfaisant en cette période marquée par un raréfaction saisonnière des pâturages dans les zones de transhumance, celles occidentales de la zone agropastorale et du Nord du pays. Les mouvements typiques de transhumance des zones déficitaires du Nord vers les zones du Sud à la recherche de pâturage continuent d'être observés. En outre, les mouvements typiques en direction du Sénégal, du Mali et de la Guinée continuent d'être observés avec un retour progressif dont le début est attendu entre juillet et août, avec la régénération des pâturages et le remplissage des points dans les terroirs respectifs des éleveurs. En plus, la demande en aliment de bétail reste moyenne à supérieure à la moyenne et pourrait augmenter graduellement pour atteindre le pic en juillet avec l'installation optimale de campagne agricole. Enfin, cette demande connaîtra une baisse avec la régénération du tapis herbacé et la disponibilité des points d'eau profitables pour le bétail.
- L'amenuisement des stocks alimentaires au niveau des ménages et la baisse du pouvoir d'achat des ménages pauvres liés aux effets résiduels de la pandémie de la COVID-19 entraînant une diminution des revenus issus des transferts de la migration et du secteur informel, lequel à son tour limiteraient l'accès à une alimentation adéquate et suffisante des ménages pauvres jusqu'en septembre 2021. Malgré l'amélioration des conditions pastorales attendues due à l'installation de la saison pluvieuse, une insécurité alimentaire de Stress (IPC Phase 2) sera globalement observée dans les zones pluviales, agropastorales et les zones périphériques des centres urbains.
- Entre octobre 2021 et janvier 2022, les perspectives de récoltes issues de la prochaine campagne agricole permettront d'améliorer substantiellement les conditions de consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages dans les zones agropastorale (MR07), de cultures pluviales (MR09) et de la vallée du fleuve Sénégal. La campagne de contre-saison froide pour la production de riz et de maraichage démarrant généralement en novembre permettra aux ménages de ces zones d'accéder au travail agricole permettant ainsi d'améliorer leur niveau de revenu. En outre, la situation pastorale sera améliorée avec une disponibilité des ressources fourragères et des points d'eau favorisant ainsi une amélioration de l'état d'embonpoint des animaux et la production laitière. A cet effet, les ménages pauvres des zones pastorales, agropastorales pluviales et de la vallée feront face à une insécurité alimentaire Minimale (IPC Phase 1) pendant la période.

Pour en savoir plus, voir le rapport des Mise à jour de juin 2021 à janvier 2022 concernant le suivi à distance de la Mauritanie.

République Centrafricaine

- La situation sécuritaire dans le pays est toujours précaire particulièrement dans le Nord, le Sud-Est et le Nord-Est. Le nombre de Déplacés Internes (PDI) demeure important malgré quelques retours à la faveur d'une relative accalmie. Leurs moyens d'existence fortement perturbés les exposent à une insécurité alimentaire de phase Crise (Phase 3 de l'IPC). Les prochains mois (juillet-août) correspondant au pic de la soudure, l'accès à la nourriture et au revenu leurs seront encore plus difficiles.
- L'approvisionnement de la plupart des marchés du pays est à un niveau moyen. Toutefois, l'approvisionnement en denrées importées est inférieur à son niveau d'avant la crise en décembre 2020. Le nombre de convois hebdomadaires pour l'approvisionnement de la RCA à travers le corridor Cameroun-Bangui a chuté de près de 60 pour cent.

- Dans l'ensemble, les prix des denrées locales (maïs et manioc) en ce mois de juin sont globalement stables comparativement au mois précédent. Comparés à l'année passée, ces prix sont en général en hausse, Toutefois, ils sont en baisse dans les localités suivantes : Bangui, Kaga-Bandoro, Obo, Paoua, Bambari. Ces baisses sont consécutives à une relative bonne disponibilité de ces produits sur ces marchés.

Pour en savoir plus, voir le rapport des Mise à jour de juin 2021 à janvier 2022 concernant le suivi à distance de la république centrafricaine.

[1] Avec le suivi à distance, un analyste travaille habituellement à partir d'un bureau régional proche, comptant sur un réseau de partenaires pour les données. Par rapport aux pays ci-dessus où FEWS NET dispose d'un bureau local, les rapports concernant les pays suivis à distance peuvent être moins détaillés.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Evènements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nord Mali, Nord-est et Nord-ouest Nigeria, Bassin Lac Tchad, région du Liptako Gourma, République Centrafricaine, Cameroun	Aggravation de l'insécurité civile	<ul style="list-style-type: none"> · Augmentation du nombre des déplacés et réfugiés dans les pays voisins · Grave perturbation des flux commerciaux · Très faible approvisionnement des marchés locaux · Grave détérioration des moyens d'existence des ménages · Réduction de l'accès des zones par les humanitaires pour l'assistance · Détérioration significative de la consommation des ménages

Région	Résurgence de la pandémie COVID-19 dans la majorité des pays	<ul style="list-style-type: none"> · Prolongement de la fermeture des frontières terrestres · Perturbation et baisse des flux commerciaux internes et régionaux · Hausse des prix des denrées alimentaires · Baisse significative des revenus des ménages pauvres particulièrement dépendant du travail journalier · Perturbation de l'accès aux intrants agricoles pour la campagne 2020/21 · Baisse des exportations et pertes de revenus entraînant des tensions macroéconomiques
Région	Invasion à grande échelle de la chenille légionnaire d'automne <i>Spodoptera frugiperda</i> sur les cultures	<ul style="list-style-type: none"> · Dégâts sur les cultures dans les zones affectées · Baisse de production particulièrement sur le maïs · Tensions sur la commercialisation du maïs · Hausse prématurée des prix dans la région
Région	Inondations plus importantes de cultures dans les bassins de production	<ul style="list-style-type: none"> · Baisse des productions locales et des stocks ménages · Baisse des revenus issus de la vente habituelle des récoltes

Downloadable Version:

https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/WEST%20AFRICA_Food_Security_Outlook_VFinal.pdf

Region Contact Information:

Email: westafrica@fews.net

<https://fews.net/fr/west-africa/key-message-update/july-2021>

FEWS NET is a USAID-funded activity. The content of this report does not necessarily reflect the view of the United States Agency for International Development or the United States Government.

